Le Conseil,

Vu le rapport du 13 mai 1998, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

Le 20 avril dernier, le conseil de communauté a arrêté la programmation des parcs de stationnement à réaliser au cours du mandat actuel. Le présent rapport vous propose, pour faire suite à cette programmation, de décider du principe de la délégation d'un parc de stationnement pour résidents situé au bas du jardin de la montée de la Grande Côte dans le 1^o arrondissement de Lyon.

Cette proposition est faite en application des orientations du plan des déplacements urbains.

Le plan des déplacements urbains a pour objectif de mieux maîtriser les flux automobiles, en particulier par une intervention publique sur trois leviers qui sont : l'offre de stationnement, la réglementation et la tarification de l'usage de ce stationnement. Dans ce contexte, les pentes de la Croix-Rousse font l'objet actuellement d'une étude globale sur la circulation et le stationnement visant à traduire concrètement ces orientations.

1 - Nécessité de la réalisation d'un parc public de stationnement de cent places

Cette étude conduit à privilégier le stationnement des résidents dans les pentes de la Croix-Rousse pour leur permettre de ne pas utiliser leurs véhicules et d'opter pour un mode de déplacement alternatif : transports en commun, marche à pied, etc., et pour cela de construire un parc de stationnement de 100 places environ.

Ce parc de stationnement pourrait être construit et s'intégrer dans le cadre de la restructuration de l'axe de la Grande Côte, notamment par l'utilisation d'un tènement immobilier appartenant à la ville de Lyon situé juste au-dessous du jardin public. Cela impliquerait au préalable la cession du volume correspondant de la ville de Lyon à la Communauté urbaine.

Dans le cadre de sa compétence en matière de parcs publics de stationnement, il est proposé que la Communauté urbaine prenne en compte la réalisation de cet ouvrage.

La mise en place d'un tarif incitatif d'abonnement permanent sera pour cela une mesure nécessaire.

La satisfaction de ce besoin de stationnement, dans un but d'intérêt général, par la réalisation d'un aménagement spécial sur le domaine public de la collectivité, confère au projet la fonction de service public à caractère industriel et commercial.

2 - Détermination du cadre de mise en oeuvre du projet

Il est proposé que la Communauté urbaine n'exerce pas en régie sa compétence légale en matière de construction et d'exploitation de parc de stationnement mais intervienne à travers une délégation de service public pour la mise en oeuvre du projet utilisant au maximum les ressources issues de l'initiative privée dans ce domaine.

Les caractéristiques des prestations que devra assurer le délégataire sont décrites dans le document technique joint au dossier.

Les difficultés particulières de stationnement recensées dans le quartier des pentes de la Croix-Rousse et l'obligation d'une bonne exécution du service conduisent à imposer au délégataire un tarif plafond d'abonnement permanent compatible avec les prix du marché et acceptable par les résidents.

Cette contrainte particulière est de nature à rendre plus difficile l'équilibre financier de la délégation de cet ouvrage public, d'autant que cet équilibre ne pourra pas être amélioré par l'apport de recettes provenant des usagers du stationnement horaire.

Aussi, conformément aux stipulations de l'article L 2 224 -2° alinéa- du code général des collectivités territoriales et compte tenu des contraintes précitées, le budget de ce service public à caractère industriel et commercial pourrait être équilibré par une subvention d'équipement de la collectivité dont le montant serait défini dans le cadre de la procédure de choix du délégataire.

La charge de cette subvention serait répartie entre les collectivités concernées par le projet : ville de Lyon et Communauté urbaine, selon des modalités à définir ultérieurement.

La mise en oeuvre du projet implique l'engagement, par le conseil de communauté, d'une procédure de mise en concurrence, conformément à la loi n° 93-122 en date du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques (loi Sapin).

En conséquence, le présent rapport a pour objet de proposer le principe de la délégation de service public et de définir le contenu et les modalités de la procédure de désignation du délégataire.

3 - Contenu et modalités de la procédure de désignation du délégataire

La durée de la délégation sera déterminée par la Communauté urbaine en fonction des prestations proposées par le délégataire et de la durée d'amortissement des installations construites.

La Communauté urbaine conserverait la faculté de renoncer à l'opération au vu des réponses des concurrents ;

B - Propose, compte tenu de l'intérêt d'apporter une solution au problème de stationnement dans le quartier des pentes de la Croix-Rousse, de décider du principe de la délégation d'un parc public de stationnement situé montée de la Grande Côte dans le 1er arrondissement de Lyon, de l'autoriser à lancer la procédure de publicité et, si besoin est, à négocier, après avis de la commission de délégation de service public, les propositions recueillies à la suite de la mise en concurrence, étant entendu que la délégation définitive fera l'objet d'une délibération ultérieure, ainsi qu'à négocier avec la ville de Lyon, au vu des résultats de cette consultation, les modalités de cession du volume foncier et de la répartition de l'éventuelle subvention d'équipement qui serait nécessaire à l'équilibre financier de la délégation ;

Vu le présent dossier ;

Vu sa délibération en date du 20 avril 1998 ;

Vu l'article L 2224-2° alinéa- du code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 93-122 en date du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques (loi Sapin) ;

Oùï l'avis de ses commissions déplacements et voirie et finances et programmation ;

DELIBERE

1° - Décide du principe de la délégation d'un parc public de stationnement situé montée de la Grande Côte dans le 1er arrondissement de Lyon.

2° - Autorise monsieur le président à :

a) - lancer la procédure de publicité et, si besoin est, à négocier, après avis de la commission de délégation de service public, les propositions recueillies à la suite de la mise en concurrence, étant entendu que la délégation définitive fera l'objet d'une délibération ultérieure,

b) - négocier avec la ville de Lyon, au vu des résultats de cette consultation, les modalités de cession du volume foncier et de la répartition de l'éventuelle subvention d'équipement qui serait nécessaire à l'équilibre financier de la délégation.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,